



## COMMUNIQUE

### 13 février 2025

Très attendu par les centaines de victimes d'intoxications liées aux polluants du chantier Brownfields/VINCI/Speed Rehab Marcel Paul à la Rochelle, le point sanitaire qui s'est tenu à la Rochelle le 12 février 2025 a laissé les participants abasourdis.

L'association ZERO TOXIC ne comprend pas comment le Dr Labadie, toxicologue et chef du Centre anti-poison du CHU de Bordeaux, avec l'assentiment de Laurent Flament, directeur départemental de l'ARS de Charente Maritime, peut sereinement déclarer « être rassurés pour (les victimes des intoxications) » face aux constats suivants :

1. **Plus de 500 intoxications d'enfants et d'adultes** signalées en 12 semaines de chantier, **des symptômes qui continuent**, et pourtant le CAPTV n'a analysé que 123 signalements<sup>1</sup> et n'a effectué aucune démarche d'analyse de cohorte,
2. **Une cartographie exhaustive des polluants présents sur le chantier et de leur toxicité toujours non communiquée**, alors que les émanations sont reconnues par le CAPTV,
3. **Durant un tiers de la durée du chantier de réhabilitation<sup>2</sup>, soit 4 semaines sur 12, des dépassements de seuil de benzène, cancérigène très dangereux, ont été relevés et durant 1/6 de la durée du chantier, soit 2 semaines sur 12, des dépassements de seuil de naphthalène, autre cancérigène très dangereux, ont été relevés**, sans qu'aucune alerte de Speed Rehab, de la DREAL ou de l'ARS ni mise à l'abri de la population n'aient été mises en œuvre et sans que la hauteur de dépassement des seuils ne soit connue,
4. **Un effet cocktail** de ces polluants cancérigènes **toujours pas mesuré**,
5. **Des réexpositions répétées des victimes aux polluants cancérigènes minimisées par le CAPTV en concluant à une durée moyenne d'exposition d'1 semaine, alors qu'elle a été de 10 à 12 semaines minimum durant l'activité du chantier et qu'elles continuent** pour les élèves, les enseignants, le personnel scolaire et les riverains avec un **chantier émanant et laissé à ciel ouvert depuis le 15 novembre 2024**,
6. **Des prélèvements d'air, de COV et de goudron non indépendants, effectués et financés par Speed Rehab** sur les recommandations du cabinet de conseil BG Conseil, cabinet qui a développé **un plan de gestion du**

---

<sup>1</sup> Le CAPTV n'a analysé que les 123 appels traités par le Centre anti-poison, alors que de nombreux appels n'avaient pas pu être traités en novembre et que la majorité des signalements a été effectuée via le formulaire ARS ou le formulaire mis en ligne par ZERO Toxic.

<sup>2</sup> Avant sa mise en pause le 15 novembre 2024.

**chantier ne prenant jamais en compte les riverains et les enfants scolarisés à proximité du chantier,**

- 7. Des poussières toujours non fournies au CAPTV et donc non analysées,** alors que le CAPTV déclarait le 28 novembre 2024 que cette analyse de poussières était essentielle pour pouvoir tirer des conclusions sanitaires. Le CAPTV conclut donc que **l'évaluation de risque sanitaire ne peut être que partielle** ; difficile donc de comprendre pourquoi l'ARS et le CAPTV rendent des conclusions de type « aucun danger du chantier pour la santé »,
- 8. Des analyses de l'eau toujours en cours alors que cela fait 3 mois qu'elles ont été demandées,**
- 9. Une analyse des cuves non transmise au public,**
- 10. Aucune analyse complémentaire effectuée par le CAPTV après la dernière opération sur le chantier du 21 décembre 2024.**
- 11. Le refus de suivi médical par l'ARS à court, moyen et long terme des victimes d'intoxications,**
- 12. Le refus persistant de l'ARS de la mise en place d'une cellule de soutien psychologique face à un évènement traumatisant collectif malgré la souffrance psychologique indéniable et enfin reconnue par le dr Labadie des victimes directes et indirectes des intoxications.**
- 13. Le Dr Labadie indique que si poursuite du chantier il y a, « celle-ci doit garantir que ce qui s'est passé (ndrl les intoxications liées aux polluants présents sur le site) ne pourra en aucun cas se reproduire », mais aucune recommandation concrète n'est donnée sur la façon de protéger les citoyens des conséquences sanitaires du chantier,**
- 14. Et toujours aucun mot de compassion pour les victimes des intoxications ni de la part de l'ARS, ni de la part du CAPTV.**

L'association ZERO TOXIC réitère ses demandes<sup>3</sup> à chaque partie prenante pour que leurs responsabilités individuelles et collectives soient assumées et que les décisions nécessaires à la protection des citoyens de toute émanation et toute réexposition à des polluants toxiques soient enfin prises et mises en oeuvre.

**VENEZ NOMBREUX POUR DIRE STOP AU CHANTIER QUI INTOXIQUE  
et A L'INACTION DES RESPONSABLES  
LE MARDI 18 FEVRIER DES 17H30 AU CARRE AMELOT**

**[www.zerotoxic.fr](http://www.zerotoxic.fr)**

---

<sup>3</sup> Demandes détaillées sur [www.zerotoxic.fr](http://www.zerotoxic.fr).